

# Venezuela : le retour assumé de l'impérialisme yankee en Amérique latine

✦ [cetri.be/Venezuela-le-retour-assume-de-l](https://cetri.be/Venezuela-le-retour-assume-de-l)

Laurent Delcourt

19 février 2026



**En réactivant la doctrine Monroe sous la forme d'un « corollaire Trump », Washington assume sans détour une ambition hégémonique renouvelée en Amérique latine. Présentée comme un impératif de sécurité nationale, cette stratégie vise à reprendre le contrôle de ressources clés, à contenir l'influence de puissances rivales et à discipliner les États de l'hémisphère occidental, par une combinaison d'alliances sélectives, de pressions économiques et d'ingérences politiques et militaires. Le Venezuela en constitue aujourd'hui l'illustration la plus brutale.**

L'opération militaire menée par les États-Unis au Venezuela dans la nuit du 2 au 3 janvier 2026, qui a abouti à la capture de Nicolás Maduro et de son épouse Cilia Flores, a provoqué la surprise, sinon la stupeur. Au-delà des débats sur sa légitimité au regard du droit international, elle n'a pourtant rien de vraiment exceptionnel pour qui connaît l'histoire de l'Amérique latine. Loin de constituer une rupture majeure, elle s'inscrit dans un continuum : celui d'une longue tradition d'interventions – directes ou indirectes – dans ce que Washington a longtemps considéré comme son arrière-cour. Une dynamique à l'œuvre, en fait, depuis la guerre hispano-américaine de 1898 qui a vu l'affirmation de la puissance étatsunienne dans la région.

Des occupations militaires dans les Caraïbes et en Amérique centrale dans la première moitié du 20<sup>e</sup> siècle aux coups d'État orchestrés par la CIA au Guatemala en 1954 et au Chili en 1973, en passant par la tentative de débarquement à la baie des Cochons à Cuba en 1961, l'intervention en République dominicaine en 1965 et l'invasion du Panama en 1989, la liste des ingérences et coups de forces de l'Oncle Sam sur le continent apparaît aussi longue que protéiforme. Sans même évoquer son soutien indéfectible aux dictatures parmi les plus sanglantes de la région.

Rarement les États européens s'en sont véritablement émus ou s'y sont opposés frontalement : le plus souvent, ils ont fermé les yeux, parfois ont approuvé ces opérations, voire y ont directement pris part. On se souviendra notamment de l'opération conjointe des États-Unis, de la France et du Canada en 1994, qui a débouché sur la réinstallation (sous strictes conditions politiques et économiques) du président haïtien Jean-Bertrand Aristide, renversé trois ans plus tôt par un coup d'État militaire, avec le concours de la CIA et le soutien des élites traditionnelles (Thomas, 2026)

## **Une rhétorique inédite**

---

Ce qui frappe en revanche, et distingue cette intervention des précédentes, ne tient pas tant à sa nature et sa gravité qu'à la manière dont elle est désormais justifiée et mise en scène. Deux éléments inédits retiennent en particulier l'attention. D'une part, pour la première fois, une opération militaire états-unienne d'envergure cible directement un grand pays du Cône Sud. D'autre part – et c'est sans doute l'aspect le plus saillant – ses motivations réelles, jusqu'ici euphémisées ou dissimulées, sont désormais exposées de la manière la plus crue.

Là où, depuis la Seconde Guerre mondiale, la lutte contre le « danger communiste », puis contre le narcotrafic, servait de justification aux coups d'État, aux opérations clandestines et aux interventions militaires, c'est aujourd'hui l'appropriation et le contrôle pur et simple des ressources énergétiques qui passent au premier plan. Donald Trump n'a cessé de le marteler : ce qui l'intéresse avant tout, c'est l'or noir vénézuélien, présenté comme un butin « volé » aux États-Unis. Il faisait bien entendu référence aux nationalisations successives du secteur pétrolier vénézuélien — sous le gouvernement de Carlos Andrés Pérez au milieu des années 1970, puis sous celui d'Hugo Chávez au cours de la première décennie du 21<sup>e</sup> siècle — perçues à Washington comme autant d'atteintes à ses intérêts.

Dans ce contexte, les discours sur le « changement de régime » et la « restauration de la démocratie » ne tiennent même plus la route. Preuve en est la décision des États-Unis de négocier directement avec les piliers du régime madurien, contournant une opposition de droite comme de gauche – laissée sans rôle ni influence. Cette posture révèle de manière éclatante que la priorité réelle n'est ni la promotion des droits démocratiques, ni la protection des citoyen·nes vénézuélien·nes, mais une logique purement prédatrice d'accès aux richesses du pays.

## **Etendre sa sphère d'influence, enrôler et discipliner : le nouveau corollaire Trump à la doctrine Monroe**

---

On pourrait certes être tenté de réduire cette fixation sur le pétrole vénézuélien à une énième lubie, l'une des obsessions dont Trump est coutumier. Mais une telle lecture, psychologisante et superficielle, fait l'impasse sur l'essentiel, empêchant d'en saisir la véritable portée et les ressorts profonds. La volonté de mettre la main sur cette ressource n'est ni un caprice ni le fruit d'une improvisation : elle s'inscrit dans un projet politique structuré, porteur d'une vision du monde désormais largement partagée au sein du Parti républicain. Loin d'un simple réflexe de domination, la pression maximale exercée sur Caracas procède d'une doctrine idéologique et stratégique explicitement formulée, dont le Venezuela ne constitue qu'un terrain d'application parmi d'autres. Publiée en décembre 2025, la nouvelle Stratégie de sécurité nationale des États-Unis [] en offre la traduction programmatique la plus aboutie.

Largement inspirée du *Project 2025* – vaste feuille de route élaborée par la Heritage Foundation, principal think tank conservateur étatsuniens, pour orienter l'action d'une future administration républicaine vers une refonte en profondeur des priorités institutionnelles, économiques et sécuritaires du pays –, cette Stratégie consacre le retour de l'Amérique latine au premier rang des préoccupations de Washington. Alors que John Kerry, secrétaire d'État de Barak Obama, affirmait encore en 2013 que « l'ère Monroe était révolue », le document en opère au contraire une réactivation explicite. Il accorde ainsi une place centrale au « corollaire Trump » à la doctrine Monroe – rebaptisée désormais « Donroe » – et réaffirme sans détour la prétention hégémonique des États-Unis sur l'Amérique latine et, plus largement, sur l'ensemble de l'hémisphère occidental, de l'Arctique à la Terre de Feu (Delcourt, 2025).

Cette réactivation s'accompagne toutefois d'un glissement majeur : l'hégémonie n'est plus justifiée au nom de la sécurité régionale, mais érigée en impératif de sécurité nationale. Le corollaire Trump assume ouvertement la primauté des intérêts économique, énergétique, géopolitique et sécuritaire des États-Unis dans l'hémisphère. Dans ce vaste espace géopolitique – dans lequel l'Amérique latine se trouve comme diluée, son nom n'apparaissant qu'à peine dans le document, comme si son identité propre devait être effacée –, les États ne sont plus appréhendés comme des acteurs souverains, mais comme les éléments constitutifs d'une zone d'influence exclusive que Washington entend se réserver et « protéger » de toute présence jugée hostile. Les puissances extra-hémisphériques – au premier rang desquelles la Chine, et dans une moindre mesure la Russie et l'Iran – y sont désignées comme des rivales à contenir, tandis que les partenaires régionaux sont sommés de s'aligner sur les priorités stratégiques étasuniennes.

Loin d'un simple rappel historique, cette orientation se matérialise par un interventionnisme offensif, mobilisant une panoplie d'instruments de contrainte destinés à préserver et à approfondir l'emprise stratégique des États-Unis dans les domaines énergétique, commercial et militaire. Les objectifs sont clairement définis : reprendre le contrôle des ressources clés, sécuriser les chaînes d'approvisionnement, imposer des accords commerciaux et d'investissement favorables, freiner l'implantation de puissances rivales et contenir les flux migratoires, désormais érigés en enjeu de sécurité nationale.

Cette stratégie repose sur une double logique : mobiliser des États partenaires et les rallier aux orientations stratégiques de Washington, tout en exerçant une coercition maximale à l'encontre des pays jugés récalcitrants. Il s'agit, d'une part, « d'enrôler » (*to enlist*), et, d'autre part, de discipliner.

En ce sens, l'obsession énergétique de Trump ne se réduit pas à une simple impulsion prédatrice : elle s'inscrit dans un calcul stratégique plus large – affaiblir les partenariats de Caracas avec la Chine, préserver à tout prix le système des pétrodollars en déclin, relancer l'appareil industriel étatsunien, en particulier un secteur du raffinage largement conçu pour traiter le pétrole lourd vénézuélien et... asphyxier économiquement Cuba.

## **Une stratégie de coercition multidimensionnelle**

---

Au-delà du Venezuela, cette « mise à jour » doctrinale s'exerce à travers un arsenal d'instruments calibrés selon les contextes nationaux : sanctions économiques, chantage et ingérences politiques, pressions diplomatiques, aides conditionnées et démonstrations de force. Tous servent à remodeler le paysage régional au profit des intérêts stratégiques de Washington.

Depuis le retour au pouvoir de Trump, cette ambition s'est traduite par une intensification des actions coercitives à l'encontre de plusieurs gouvernements latino-américains, en particulier là où la compétition avec Pékin est la plus vive. Sous l'effet d'interventions explicites visant à limiter l'influence chinoise sur le canal, le Panama a été contraint d'abandonner son projet d'adhésion aux Nouvelles routes de la soie et d'annuler des contrats avec des entreprises de Hong Kong. À Mexico et à Bogota, les États-Unis instrumentalisent les questions de sécurité, de flux migratoires et de commerce comme leviers de chantage économique et diplomatique, multipliant menaces tarifaires et pressions bilatérales afin de contraindre leurs gouvernements de gauche à aligner leurs politiques sur les exigences de la Maison-Blanche.

Ces pressions se ne limitent pas aux menaces économiques ou diplomatiques : elle s'étend à une immixtion politique, directe ou masquée, dans les scrutins nationaux pour favoriser des candidats ou des résultats jugés favorables aux intérêts étatsuniens (au Honduras et en Argentine notamment), tandis que les alliés régionaux peuvent compter sur un soutien renforcé. Même le Brésil, moins exposé en raison de sa taille, de son poids économique et de sa relative autonomie, n'échappe pas à cette tentative d'assujettissement de la région. Il a lui aussi fait l'objet de menaces tarifaires et de sanctions ciblées, dans une vaine tentative d'influencer le cours du procès de l'ex-président Jair Bolsonaro, grand allié de Trump, condamné à 27 ans de prison pour tentative de coup d'État (Delcourt, 2025).

En fait, l'ensemble de ces actions dessine une stratégie pragmatique et fragmentée, où coercition et récompense se combinent pour orienter le jeu politique régional. Pour l'Amérique latine, les conséquences sont lourdes. En imposant discipline et subordination stratégique, la doctrine américaine réduit le périmètre d'action des États, délégitime leurs stratégies d'autonomisation et réactive une relation de tutelle incompatible avec les aspirations démocratiques et souverainistes. Ce retour explicite d'un interventionnisme impérial, désormais justifié non par l'idéologie mais par la sécurité économique et stratégique des États-

Unis, fragilise incontestablement les souverainetés nationales, entrave les projets d'intégration régionale et consolide des rapports de dépendance asymétriques, laissant certains États durablement subordonnés aux intérêts de Washington.

## **Une stratégie vouée à l'échec ?**

---

Pour autant, la stratégie de l'administration états-unienne – et ses tentatives pour contraindre les États latino-américains épouser ses priorités et à réduire leurs relations avec la Chine – semble, à moyen et long terme, vouée à l'échec. La profonde implantation économique, commerciale et technologique de Pékin dans la région, ainsi que les interdépendances tissées au fil des deux dernières décennies, limitent aujourd'hui considérablement la capacité des États-Unis à isoler les pays latino-américains. Au contraire, ces interdépendances offrent aux gouvernements régionaux de véritables marges de manœuvre, leur permettant de jouer la concurrence entre grandes puissances, de préserver une autonomie relative, de défendre leurs agendas de développement et de négocier des alliances plus équilibrées (Frenkel, 2026).

Malgré les efforts du gouvernement Trump II pour étendre son emprise sur l'Amérique latine, la région conserve ainsi une capacité réelle de résistance — et sait l'exercer. Le Brésil affirme sa liberté stratégique, refuse les diktats de la Maison-Blanche et multiplie les partenariats avec la Chine, l'Union européenne et d'autres acteurs globaux. Le Mexique et la Colombie diversifient leurs relations économiques et s'efforcent de préserver leur souveraineté en veillant à maintenir une coopération pragmatique avec les États-Unis. Sous l'impulsion de Lula, un front latino-américain émerge pour défendre l'autonomie régionale et contrer les tentatives de subordination de Washington. Même les alliés traditionnels du président étatsunien cherchent à préserver leur autonomie : l'Argentine de Milei — le président le plus « trumpien » d'Amérique latine — évite soigneusement de compromettre ses liens avec la Chine et a décidé de rembourser par anticipation un prêt de 20 milliards de dollars accordé par Trump, voyant sans doute poindre le danger d'une trop grande dépendance économique et financière.

Ces exemples montrent qu'en dépit de l'activisme du « corollaire Trump », la région ne se comporte pas en acteur passif. Elle exploite les rivalités entre grandes puissances pour préserver sa souveraineté et continue de négocier des conditions favorables à ses priorités politiques et économiques, rappelant que sa dépendance vis-à-vis des États-Unis demeure relative et contestable.

Reste toutefois un facteur de vulnérabilité : l'influence de mouvements d'extrême droite pro-Trump dans certains pays, cherchant à inscrire les États latino-américains dans l'orbite stratégique de Washington, peut exacerber les tensions internes et compliquer la conduite d'une politique véritablement autonome. Cette dynamique montre que l'affirmation de l'Amérique latine face à l'administration étatsunienne n'est pas entièrement acquise, la résistance régionale restant conditionnée par la nécessité de naviguer simultanément entre contraintes internes et pressions extérieures.



## Centre tricontinental - CETRI

av. Sainte Gertrude 5, 1348 Louvain-la-Neuve, Belgique

Tél: +32 (0)10/48.95.60

[cetri@cetri.be](mailto:cetri@cetri.be)

Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles,  
service d'éducation permanente,  
et de la Province du Brabant wallon

